



DANS L'ACTION LE 23 AVRIL ET LE 1^{ER} MAI

Alors que la situation sanitaire est explosive, que des contaminations s'accélèrent, particulièrement avec les variants du virus et qui touchent de plus en plus de personnes, une surmortalité est constatée proportionnelle aux inégalités sociales ou territoriales

Depuis plus d'un an, aucune annonce gouvernementale ne témoigne d'une prise de conscience des raisons objectives de ce troisième confinement nationale qui ne dit pas son nom. Pas un mot sur ce qui a conduit les hôpitaux publics et les services de santé en général à être au bord de l'implosion.

Les URIF alertent, depuis des mois, sur les suppressions de moyens notamment dans les hôpitaux de l'AP-HP impactés par de multiples fermetures de lits, de suppressions de postes tous grades confondus, le gouvernement continue à mener à terme sa politique d'austérité en fermant des Hôpitaux comme BICHAT, BEAUJON, et l'HOTEL-DIEU vendu à la découpe au groupe capitaliste NOVAXIA, ceci au détriment de **l'accès aux soins** pour y installer des commerces.

Les URIF exigent la réouverture immédiate des 100 lits équipés, prêts à l'emploi, à l'hôpital Hôtel-Dieu (Paris), ainsi que des 40 lits à l'hôpital Jean Verdier (Seine-Saint-Denis).

La réalité est sans appel, les déprogrammations de soins et d'actes chirurgicaux se multiplient et de nombreux patients atteints de maladies graves voient leur prise en charge retardée mettant en péril leur chance de guérison. Les personnels soignants sont épuisés, exposés et, souvent, tellement en sous-effectif qu'ils renoncent à protéger leur propre santé.

Il en est de même pour les annonces concernant l'Education nationale, **pas un mot sur les suppressions de classe** contre lesquelles les personnels se mobilisent en ce moment, **pas un mot contre les suppressions de postes alors que le nombre d'élèves va augmenter à la rentrée prochaine.** Pas un mot sur les classes qui expliquent les difficultés rencontrées pour exercer des missions de service public de qualité et pour protéger et faire respecter les consignes sanitaires de l'ensemble de la communauté éducative. **C'est un plan d'urgence massif, pour l'emploi dans l'éducation et les universités qui est plus que nécessaire !**

Pas un mot en direction de la jeunesse sacrifiée qui souffre et peine à survivre avec des aides dérisoires. Au lieu de cela, les familles vont devoir gérer, du jour au lendemain, un nouveau calendrier de vacances scolaires. Elles risquent d'être confrontées à de multiples difficultés pour concilier la garde de leurs enfants et la poursuite de leur activité professionnelle.

Rien n'est prévu pour éviter que la majorité des parents en télétravail et particulièrement les femmes ne soient dans l'obligation de conjuguer cours à la maison, garde d'enfants et travail.

Dans ce cadre, les Unions Régionales d'Île-de-France CGT-FSU-Solidaires, avec l'UNEF et l'UNL appellent les salarié.e.s du privé comme du public, la jeunesse, les retraité.e.s et privé d'emploi, à mobiliser pour défendre les emplois, les salaires, les conditions de travail, menées par les travailleur-ses notamment de la Culture, ainsi que ceux de la Santé, de l'Education nationale, des étudiants, du médico-social, des entreprises électriques et gazières, et de la RATP, des raffineries, du commerce,

Les Unions Régionales CGT-FSU-Solidaires, et les organisations de jeunesse Unef et Unl appellent l'ensemble des salariés, étudiants, lycéens à manifester le 23 avril à Paris, à 14H, place d'Italie en direction de la Bastille.

Pour exiger le retrait de la « réforme » de l'assurance chômage et pour l'emploi avec les salariés du spectacle, avec les précaires et chômeurs, de la santé, en convergence avec toutes les entreprises en luttés

Cette mobilisation est un point d'appui pour construire et amplifier les mobilisations afin de construire de nouvelles journées d'actions dont le rendez-vous annuel de luttés du 1er mai.

Les Unions Régionales et les organisations de jeunesse appellent à faire du 1^{er} mai une grande journée de mobilisation avec une manifestation à 14 h de République à Nation.